

SUISSE / OPÉRATIONS DE POLICE DURANT LE G8

Amnesty International demande que des enquêtes approfondies et impartiales soient menées concernant des allégations de violations des droits humains

Index AI : EUR 43/003/2003

Texte traduit en français par la section suisse

Londres / Lausanne, le 5 juin 2003

Amnesty International est préoccupée par les allégations d'un recours à la force injustifié et excessif de la part des forces de l'ordre à l'encontre de manifestants non violents et de passants à l'occasion du Sommet du G8, ainsi que par des plaintes selon lesquelles certains droits fondamentaux des personnes privées de liberté ont été violés.

Amnesty International demande aux autorités de mettre sur pied des enquêtes rapides, approfondies et impartiales concernant l'ensemble des allégations faisant état de violations des droits humains par les forces de l'ordre, lorsqu'il y a des motifs raisonnables de penser que de telles violations ont réellement été commises, même si aucune plainte formelle n'a été déposée. Dans les cas où il y a une évidence recevable, les suspects doivent être poursuivis.

A la connaissance d'Amnesty International, les deux principales manifestations organisées et autorisées contre le G8 qui ont eu lieu, l'une à Lausanne le 29 mai 2003, l'autre entre Genève et Annemasse (France) le 1^{er} juin, n'ont pas donné lieu à des violations des droits humains de la part des responsables suisses de la force publique.

Cependant, des allégations de violations des droits humains ont été faites dans le contexte d'autres manifestations et des affrontements violents entre manifestants et la police qui se sont déroulés dans et autour des villes de Genève et Lausanne.

Les informations reçues par Amnesty International portent notamment sur ce qui suit :

Le 1^{er} juin, plus de 400 personnes ont été détenues pendant plusieurs heures sur le terrain d'un camping mis à disposition des manifestants, tandis que la police, apparemment à la recherche d'émeutiers et de casseurs, procédait à des contrôles d'identité. Plus de 150 d'entre elles ont ensuite été transférées et détenues pendant plusieurs heures dans un centre de détention provisoire.

Les détenus auraient notamment été laissés plusieurs en pleine chaleur sans boire et sans manger, n'auraient pas pu obtenir de soins médicaux rapides et appropriés, auraient été entassés dans des « sortes de cages », les femmes auraient été contraintes d'utiliser les toilettes au vu de policiers de sexe masculin, des mineurs auraient été détenus sans que leurs parents soient informés.

Il nous a été rapporté que le 1^{er} juin, des policiers allemands (qui participaient aux opérations et avaient été détachés auprès de la police de Genève) auraient eu un recours à la force injustifié et excessif contre un groupe de manifestants apparemment non violents, parmi lesquels des enfants, des handicapés et des personnes âgées, qui rentraient de la manifestation de Genève-Annemasse et qui ont été pris au piège dans une rue où s'est déroulée une violente confrontation entre la police et des manifestations violents.

Le photographe britannique Guy Smallman, qui couvrait les événements du G8, accompagnait ce groupe de manifestants. Il a été touché au mollet gauche, apparemment par une grenade paralysante et l'impact aurait occasionné une grave lésion musculaire et cutanée, nécessitant une série d'opérations. Les policiers auraient continué d'injurier le reporter blessé en attendant l'arrivée de l'ambulance.

Selon certaines informations, plusieurs personnes qui n'offraient qu'une résistance verbale ou passive ont été soumises à des coups de bâtons sur la tête, au moins un cas nécessitant un traitement hospitalier, lors d'une descente de police dans un centre culturel de Genève qui abritait temporairement des médias indépendants qui couvraient les manifestations anti-G8. Cette descente avait visiblement pour objectif de retrouver des émeutiers et la police a procédé à quelque huit arrestations.

Un membre de l'équipe de juristes de Genève qui agissaient en tant qu'observateurs indépendants et officiellement reconnus des manifestations de rue durant le Sommet du G8 a déposé plainte au motif qu'un policier allemand l'aurait soumis à un assaut gratuit. Il a déclaré que le policier avait utilisé son bâton pour le frapper sur le bras et le dos, alors même qu'il était facilement identifiable comme un observateur et qu'il criait qu'il faisait partie de la « LegalTeam »

Amnesty International se félicite de l'ouverture rapide d'une enquête, confiée à un juge d'instruction, sur les circonstances qui ont conduit à ce que Martin Shaw, un citoyen britannique, ait souffert de multiples fractures le 1^{er} juin, après être tombé d'un pont sur l'autoroute Lausanne-Genève, après qu'un policier eut coupé la corde à laquelle il était suspendu. (Martin Shaw et d'autres manifestations avaient bloqué la circulation sur l'autoroute en tendant une banderole et une corde en travers de ce pont. Lui et une de ses camarades s'étaient suspendus de part et d'autre du pont, à une extrémité de la corde) La police a déclaré que la corde avait été coupée accidentellement, ce que les manifestants qui étaient présents démentent.

Amnesty International reconnaît les difficultés inhérentes au maintien de l'ordre lors de rencontres internationales de ce type, tout particulièrement lorsque certains groupes sont déterminés à mener des actions violentes, et nous reconnaissons également que les autorités ont

le devoir de garantir la sécurité des participants à de tels sommets, ainsi que celle des manifestants pacifiques, des habitants et des biens.

Amnesty International n'est pas opposée au recours, dans la légalité, à une force raisonnable par les responsables de l'application des lois, reconnaissant que, face à la violence, les pouvoirs publics avaient l'obligation de restaurer la loi et l'ordre. Cependant, le maintien de l'ordre doit s'effectuer dans le plein respect des normes internationales relatives aux droits humains, comme nous le soulignons dans des lettres adressées aux autorités helvétiques chargées de l'organisation des opérations de police envisagées autour du G8.

Pour de plus amples informations, nous vous remercions de prendre contact avec le Service de presse de la Section suisse d'Amnesty International, tél. 021/310 39 44 ou 079/430 14 68.